

50 ans d'histoire : du « Tech » à la HAFL

Prémices

Automne 1959 : l'association suisse des ingénieurs agronomes soumet aux directeurs cantonaux de l'agriculture des propositions portant sur la fondation d'un technicum agricole. Celui-ci formerait des agro-techniciens, offrant ainsi une possibilité aux fils de paysans qui ne peuvent pas reprendre d'exploitation de rester actifs dans le milieu agricole. L'idée plait à la conférence des directeurs cantonaux de l'agriculture, qui met en place une commission présidée par Adolf Käch, conseiller d'État lucernois. Cette dernière évalue le modèle et rédige un rapport qui sera approuvé par les directeurs cantonaux. C'est aussi à ce moment que le site de Zollikofen est retenu – d'une part en raison de son emplacement central proche de la frontière linguistique, d'autre part en raison de la proximité des écoles d'agriculture de la Rütli.

Le 13 mars 1964, le soutien de la Confédération est également confirmé : le Conseil national et le Conseil des États approuvent la loi fédérale sur les technicums agricoles et octroient une contribution fédérale extraordinaire aux coûts de construction à Zollikofen. La loi détermine aussi, entre autres, le futur titre des diplômés du technicum : « agro-technicien ».

Fondation

Le 8 décembre 1963, l'électorat bernois suit l'opinion du Grand Conseil, selon laquelle, dans la période actuelle d'évolution technique rapide de l'agriculture suisse, la concrétisation d'une formation supplémentaire pour les jeunes paysans ambitieux répond à un besoin urgent, et approuve l'adhésion au concordat intercantonal pour la création et la gestion d'un technicum agricole. Le concordat est officiellement fondé par 19 cantons, le 30 juin 1964, à la mairie de Zurich.

Le 26 novembre 1964, Fritz König est nommé directeur du technicum. À partir de janvier 1965, il est directeur de l'école en construction à 50 %, poste qu'il occupe à temps plein dès juillet. Le 2 de ce même mois, le Conseil de concordat se réunit pour la première fois et décide du nom officiel : le Technicum agricole suisse (TAS).

Construction

Dès le début, le canton de Berne joue un rôle actif dans l'organisation du technicum. Le 3 février 1965, le Conseil-exécutif signe un accord avec le concordat du TAS pour la construction des bâtiments sur la parcelle Meielen à Zollikofen. Le canton de Berne assume ainsi la fonction de maître d'œuvre.

En septembre 1964, l'architecte bernois Eduard Helfer avait été mandaté pour planifier et construire l'école, avec des coûts estimés à 11 160 000 francs. Un an et demi plus tard, les machines de chantier terrassent la parcelle de Meielen et la construction des nouveaux bâtiments de l'école commence. Le 3 juillet 1967, le personnel s'installe dans les nouveaux locaux de la Länggasse à Zollikofen. Le TAS est à présent joignable au 031 57 37 44.



Préparation des cursus

En parallèle au chantier, on travaille à Berne, dans la Herrengasse, sur les objectifs et les plans d'études, les profils des enseignants et l'acquisition des étudiants. Le directeur Fritz König fait la promotion de sa nouvelle école, et explique notamment à la radio ce qu'est un agro-technicien : « Les futurs agro-techniciens seront des cadres dans le monde agricole. » Mais ajoute-t-il, « ce ne seront pas des scientifiques. »

Les études durent deux ans. Durant la première année sont enseignées les bases, notamment des matières telles que la dactylographie, la sociologie, la psychologie, la documentation ou le sport. L'enseignement des troisième et quatrième semestres est axé sur les orientations.

151 candidats se sont inscrits à l'examen d'admission. 102 commencent en septembre 1966 les cours préparatoires dans les quatre écoles d'agriculture de Cernier, Zollikofen-Rütti, Sursee et Strickhof. Sur les 105 candidats qui se présentent finalement à l'examen, 75 sont admis. Une liste des participants à l'examen d'admission de 1968 montre bien quel était le groupe cible prioritaire du TAS : sur 150 candidats, 99 étaient des fils de paysans.¹

Début des cours

Le mercredi 13 septembre 1967, les locaux du nouveau technicum sont enfin inaugurés. Environ 180 personnes assistent à la cérémonie, dont les conseillers fédéraux Hans Schaffner et Friedrich Traugott Wahlen. La journée portes-ouvertes, qui a lieu le samedi suivant, attire environ 2000 curieux au TAS. Le 2 octobre, enfin, les 75 étudiants – de femmes, il n'y en avait pas encore – entrent dans le vif du sujet. Ils passent 40 heures par semaine sur les bancs de l'école et révisent leurs cours pendant leur temps libre. Toutefois, de temps à autre, la vie communautaire bien réglée de la résidence estudiantine est mise à mal, rendant nécessaire « l'un ou l'autre rappel à l'ordre, en dépit d'un règlement interne plutôt libéral ».²

À partir du mois d'octobre 1968, le TAS fonctionne à plein effectif, avec 133 étudiants. Les francophones sont bien représentés dans les premières années, avec une part d'environ 25 %. Un demi-siècle plus tard, ils constitueront près d'un tiers de l'effectif.

Hôte de congrès et de conférences

Tout comme la HAFL aujourd'hui, le TAS est dès ses débuts non seulement un lieu d'études, mais aussi un lieu d'échanges internationaux et scientifiques. Un an seulement après son ouverture, il accueille dans ses locaux le congrès du Centre international d'études agricoles (CIEA) avec environ 130 participants de 54 nations. Dans les années qui suivent, le TAS se fait un nom en tant que lieu de cours et de conférences, ce qui lui procure « des revenus supplémentaires très appréciés »³ et accroît sa renommée, mais amène aussi des contraintes.

De quatre à six semestres d'études

La révision de 1975 de la loi sur l'agriculture introduit une distinction entre les professions techniques agricoles et les professions techniques agricoles supérieures. Les organes responsables du TAS sont confrontés au choix suivant : soit maintenir la durée des études à quatre semestres et

¹ Rapport d'activité 1966 -1967

² Rapport d'activité septembre 1967 - octobre 1968 (traduction)

³ Rapport d'activité 1.9.69 - 31.8.70 (traduction)



perdre le statut d'école technique supérieure ou alors, allonger les études à six semestres afin de satisfaire les exigences minimales d'une ETS. Le concordat choisit la deuxième option, et décide de réviser le plan d'études. Le 31 octobre 1978, le TAS reçoit un courrier du conseiller fédéral Fritz Honnegger, chef du Département fédéral de l'économie, notifiant la reconnaissance de l'école en tant qu'École technique supérieure. Les diplômé-e-s du TAS peuvent à présent porter le titre d'« ingénieur ETS ».

Changement à la direction et nouvelles recrues

Le 12 août 1982, le directeur Fritz König décède subitement dans l'exercice de ses fonctions. C'est Walter Küng, vice-directeur depuis 1976, qui prend sa succession. Küng travaillait au TAS depuis sa création en tant que professeur de mathématiques et de physique. Alfred Buess, professeur en économie d'entreprise et politique agricole, devient vice-directeur. Ces changements interviennent au cours d'une période prospère. En effet, dans les années 1980, il est fréquent que des étudiant-e-s ne puissent pas commencer leurs études malgré la réussite de l'examen d'admission. La raison : un manque de place.

Durant l'année d'études 1985/86, l'école complète son équipe enseignante avec deux nouvelles recrues, appelées à jouer un rôle très important au cours des 30 années suivantes. Philippe Gasser tout d'abord, qui commence à enseigner le français et l'allemand langue seconde au TAS le 1^{er} avril 1986. Aujourd'hui, il est le doyen des professeurs de la HAFL et responsable de la division Disciplines transversales. Ensuite, ou plutôt enfin, le 1^{er} mars 1987, la première femme engagée comme « enseignante à titre principal »⁴ entre en fonction, et ce à un nouveau poste, celui de professeure en économie laitière. Cette femme, c'est Magdalena Schindler, l'actuelle directrice de la HAFL.

Agriculture internationale

Dès l'année 1982/83, le TAS conclut un accord avec le Technicum d'agriculture tropicale (TTL) de Bâle, selon lequel les diplômé-e-s du TTL sont admis au TAS examen d'entrée. Cinq ans plus tard, le Conseil de concordat du TAS évalue une première fois la possibilité de reprendre la formation en agriculture tropicale, « au cas où cette dernière ne pourrait pas être maintenue au technicum tropical de Bâle ».⁵ En effet, en automne 1989, le TTL ferme ses portes et le Conseil fédéral est chargé d'examiner les possibilités de former des ingénieurs en six semestres dans une ETS. C'est finalement le 4 octobre 1990 que le Conseil de concordat décide non seulement d'introduire le cursus « Agriculture internationale », mais aussi de construire une extension aux bâtiments de l'école et de l'internat, afin de répondre aux besoins d'espace qu'entraîne cette évolution.

L'été 1993 voit arriver la première volée d'étudiant-e-s en agriculture internationale, et en 1994, ceux-ci partent pour la première fois effectuer leurs stages dans des pays tels que le Bhoutan, l'Inde, le Cameroun, le Mali, le Brésil ou l'Équateur. Cette nouvelle orientation attire aussi bientôt des mandats de prestations pour tiers. En novembre 1994, la Direction du développement et de la coopération (DDC) donne à l'institution le mandat de créer et de gérer un « centre agricole d'information et de documentation pour la coopération au développement ». La plateforme, connue plus tard sous le nom d'« InfoAgrar », diffuse pendant une dizaine d'années des informations sur l'agriculture et la coopération au développement, en ayant recours à une technologie ultra-moderne : l'internet.

⁴ Rapport d'activité 1.10.86 – 30.9.87 (traduction)

⁵ Rapport d'activité 1.10.87 – 30.9.88 (traduction)



Recherche et développement

Dans son programme de législature pour les années 1987-91, le Conseil fédéral exige que les écoles techniques supérieures intensifient leurs activités de recherche et développement. L'un des premiers projets du TAS est conduit en partenariat avec une entreprise, et a pour but de développer un type de gazon naturel pour particuliers. Un autre, intitulé « Troisième voie », évalue l'utilisation et l'évolution de la production intégrée sur des exploitations pilotes. En 1993, le domaine de la recherche appliquée et du développement devient enfin un pilier important du technicum. Une commission R+D est mise en place et un fonds R+D, chargé de réattribuer les fonds excédentaires de projets terminés, est créé. De nouveaux projets sont approuvés, notamment sur l'élevage de truies en plein air, ou sur la sélection de variétés de café dans le sud de l'Éthiopie.

Efforts de modernisation

Dès ses débuts, le TAS fait figure de précurseur dans le paysage de formation suisse. Sous la direction de Walter Küng, un groupe de travail, composé de représentants de l'Office fédéral de l'agriculture et de diverses écoles d'agriculture, se réunit en décembre 1990 à Zollikofen, afin de discuter de la création d'écoles professionnelles supérieures d'agriculture. Titulaires d'une maturité professionnelle agricole, les diplômé-e-s de ces écoles devraient être admis directement au TAS sans examen. Les derniers examens d'admission selon l'ancien droit ont lieu en 1992. Le modèle 3-1-3 (trois ans de formation professionnelle, un an de formation générale, trois ans d'études d'ingénieur), doit rendre les écoles techniques supérieures suisses, ainsi que leurs diplômé-e-s, « eurocompatibles »⁶. En 1990, rien n'indique encore que le TAS deviendra un jour une haute école spécialisée.

L'année 1992 est décisive pour le « Tech » à Zollikofen : Il célèbre ses 25 ans le 24 avril – sous le nom d'« École suisse d'ingénieurs en agriculture (ESIA) ». Ce n'est pas seulement le nom qui a changé. Un nouveau plan d'études « doit pousser les étudiant-e-s à plus d'autonomie et de responsabilité »⁷, ce pourquoi les heures obligatoires passent de 40 à 33.

Vers de nouveaux horizons

Le 1^{er} septembre 1995, Alfred Buess, vice-directeur depuis 1982, accède à la direction de l'ESIA. Magdalena Schindler sera la nouvelle vice-directrice. À peine quelques semaines plus tard, le Conseil fédéral adopte la loi fédérale sur les hautes écoles spécialisées (HES). Les discussions quant à la place de l'ESIA dans le nouveau monde des hautes écoles spécialisées avaient déjà commencé depuis un moment. Dès l'été 1995, la conférence des directeurs cantonaux de l'agriculture avait décidé que les écoles d'ingénieur actives dans les domaines de l'alimentation et de l'agriculture (Changins, Lullier, Wädenswil et Zollikofen) ne seraient pas réunies en une HES, mais que chacune d'elles devrait se rattacher à une haute école de sa région. En janvier 1996, le Conseil de concordat décide que l'ESIA doit demander à obtenir le statut de HES. Dès le début, il est clair que même en acquérant ce statut, l'ESIA doit conserver son indépendance stratégique et financière – en coopérant toutefois étroitement avec la Haute école spécialisée bernoise qui vient de voir le jour. Cette collaboration est scellée par un contrat d'affiliation.

Le 2 mars 1998, le Conseil fédéral approuve finalement la création et la gestion de sept hautes écoles spécialisées, parmi lesquelles la Haute école spécialisée bernoise (BFH). L'ESIA est rattachée à la BFH sous le nom de « Haute école suisse d'agronomie (HESA) », mais elle n'est pas placée entièrement sous la responsabilité du canton de Berne. Le concordat, composé de tous les cantons et de la Principauté de Liechtenstein, reste en vigueur.

⁶ Rapport d'activité 1.10.90 – 30.9.91 (traduction)

⁷ Rapport d'activité 1.10.92 – 30.9.93 (traduction)



Collaboration entre enseignement et recherche

La conduite de projets de recherche, la réalisation de mandats de prestations et l'organisation de formations continues font depuis longtemps partie du quotidien de nombreux professeur-e-s de la HESA. La loi sur la haute école spécialisée bernoise officialise le mandat, appelé mandat de prestations élargi. L'un des projets les plus importants de cette époque est PROMI, qui examine les possibilités d'améliorer la compétitivité des produits laitiers. Il s'agit d'un projet interdisciplinaire qui fait intervenir plusieurs filières et implique aussi les étudiant-e-s. L'interdisciplinarité et le lien entre enseignement et recherche s'intensifient au cours des années ; ils comptent aujourd'hui parmi les points forts de la HAFL.

Une pionnière des modules et des ECTS

Durant l'année 1999/2000, le plan d'études de la HESA est entièrement remanié. L'objectif de la réforme « SHL2000 »⁸ est de créer un système qui puisse réagir rapidement aux changements de contexte et qui s'appuie davantage sur les intérêts personnels et les acquis des étudiant-e-s. Le résultat de la réforme consiste en un système modulaire, en vertu duquel les étudiant-e-s suivent des modules obligatoires, à options et facultatifs, pour lesquels ils se voient attribuer des crédits. La HESA introduit ainsi le European Credit Transfer System (ECTS) en automne 2000, avec des années d'avance sur beaucoup d'autres hautes écoles.

La HESA poursuit aussi son évolution dans le domaine de la recherche et du développement : l'institut « SHLexpertise » est créé dans le but de coordonner et de promouvoir les activités du mandat de prestations élargi.

Trois filières d'études au lieu d'une

À partir du 1^{er} décembre 2004, ce n'est plus une mais trois filières d'études qui figurent dans l'organigramme de la HESA : en février 2003, la création de la filière Foresterie est approuvée par l'Office fédéral de la formation professionnelle et de la technologie. Dès le mois de septembre de cette même année, la première promotion de futurs ingénieur-e-s forestiers commence ses études à la HAFL.

Quant à l'économie laitière, elle cesse d'être considérée comme une simple orientation d'Agronomie, et devient elle aussi une filière à part entière, sous l'appellation « Technologie alimentaire en économie laitière ». Ce changement de nom constitue le premier pas vers une restructuration complète de la filière, qui à partir de l'automne 2007, sous le nom de Food Science & Management, véhiculera « un spectre plus large de connaissances sur l'ensemble de la chaîne alimentaire, de la production jusqu'à la mise en rayon »⁹. Un changement couronné de succès : alors que l'orientation Économie laitière attirait à peine plus de dix étudiant-e-s par an au début des années 2000, la filière Food Science & Management démarre sur les chapeaux de roue en 2007 avec une bonne vingtaine d'inscrits. Aujourd'hui, plus de 50 personnes choisissent chaque année cette filière.

En 2007, les traditionnelles études d'agronomie s'adaptent aussi à l'évolution de la branche. La Suisse compte toujours plus de chevaux et d'entreprises qui en détiennent, ce qui conduit la HESA à proposer une orientation Sciences équinées dans le cadre de son cursus d'agronomie. À peine lancée, cette orientation accueille déjà en automne 2007 « plus d'une douzaine de jeunes femmes »¹⁰.

⁸ NDT : « SHL » est le sigle allemand de la HESA.

⁹ Rapport d'activité 2005/06 (traduction)

¹⁰ Rapport d'activité 2006/07



Cependant, ce ne sont pas les seuls changements auxquels le personnel et les étudiant-e-s de la HESA, ainsi que les secteurs économiques, doivent s'habituer. Avec la révision du 1^{er} octobre 2005 de la loi sur la haute école spécialisée bernoise, deux notions nettement plus controversées entrent dans le vocabulaire de la HESA : bachelor of science et master of science. Les premières promotions de BSc en Agronomie, Foresterie et Technologie alimentaire démarrent en automne 2005, tandis que les discussions sur la mise en place d'un programme de master ont déjà commencé depuis un moment.

Durant l'année 2007/2008, la HESA et ses trois HES partenaires, la ZFH, la FHNW et la HES-SO, reçoivent l'autorisation de mettre sur pied le cursus de Master in Life Sciences sur lequel elles planchaient depuis longtemps. Une des orientations, celle en Sciences agronomiques et forestières, est implantée à Zollikofen. Avec l'anglais comme langue d'enseignement, le master attire un grand nombre d'étudiant-e-s étrangers à la HESA dès 2009.

Nouveau bâtiment, nouvel organe responsable, nouveau nom

Le renouvellement du paysage des hautes écoles suisses que constitue l'ouverture des HES aux diplômes de bachelor est un franc succès, et la HESA voit ses effectifs atteindre des records. Avec le renforcement de la recherche et du développement, et les recrutements qui l'accompagnent, l'école atteint ses limites en termes d'espace. Un nouveau bâtiment est prévu, mais une partie du personnel doit tout de même s'installer provisoirement dans des bureaux situés à l'extérieur du campus. Comme cela avait été le cas pour les premiers travaux sur le campus de Zollikofen, le canton de Berne assume la maîtrise d'ouvrage du bâtiment d'extension dont la construction est à présent urgente.

Le 1^{er} janvier 2012, la HESA est rebaptisée « Haute école des sciences agronomiques, forestières et alimentaires HAFL ». En même temps, elle devient un département à part entière de la Haute école spécialisée bernoise. Le canton de Berne est désormais seul à la tête de la HAFL. Six mois plus tard, le personnel et les étudiant-e-s prennent leurs quartiers dans le nouveau bâtiment. Des auditoriums flamboyants neufs et une aula d'une capacité de 300 places permettent de donner des cours et d'organiser des événements plus conséquents. L'une des premières fêtes est celle d'adieux pour le directeur Alfred Buess, qui prend sa retraite le 26 avril 2013. C'est Magdalena Schindler, sa collègue de longue date, qui lui succède.

En août 2014, la division Food Science & Management inaugure sa nouvelle halle technologique installée dans les bâtiments existants. Cette halle permet d'effectuer les principales opérations de base de technologie alimentaire, et sert autant à l'enseignement qu'aux analyses ou au développement de produits. À peine un an plus tard, la première promotion de la nouvelle orientation du Master in Life Sciences « Food, Nutrition and Health » commence sa formation. En 2015 également, quatre des sept centres BFH sont lancés. Il s'agit de plateformes transversales aux différents départements. Dans deux d'entre eux, la HAFL joue un rôle clé : les centres BFH Systèmes agroalimentaires et Bois – ressource et matériau.

Et maintenant, que réserve l'avenir ? Une seule chose est sûre : il faudra « rester alertes et flexibles »¹¹.

Simon Stalder, BFH-HAFL

¹¹ InfoHAFL, décembre 2016